



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 10/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LA ROUTIÈRE DE L'EST PARISIEN (REP)

Immeuble Dufy
11 place de Turenne
94410 Saint-Maurice

Références : E/25-2618

Code AIOT : 0006501845

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21 octobre 2025 dans l'établissement REP (ISDND de Moisenay Les Bonnes) implanté Lieu-dit « Les Bonnes » 77950 Moisenay. L'inspection a été annoncée le 8 octobre 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LA ROUTIÈRE DE L'EST PARISIEN (REP)
- Lieu-dit « Les Bonnes » 77950 Moisenay
- Code AIOT : 0006501845
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est un ancien centre de stockage de déchets non dangereux, d'une superficie totale d'environ 7,7 hectares, précédemment exploité par la société VENDRAND et autorisé par l'arrêté préfectoral n° 90 DAE 2 IC 056 du 2 avril 1990, complété par :

- l'arrêté préfectoral n° 92 DAE 2 IC 106 du 26 juin 1992,
- l'arrêté préfectoral n° 99 DAI 2 IC 157 du 4 juin 1999,
- l'arrêté préfectoral n° 99 DAI 2 IC 229 du 17 août 1999,
- l'arrêté préfectoral n° 03 DAI 2 IC 095 du 2 avril 2003,
- l'arrêté préfectoral n° 04 DAI 2 IC 025 du 23 janvier 2004.

L'exploitation de ce site a été reprise par la société REP en janvier 1995.

Pendant son exploitation, l'établissement a reçu uniquement des déchets non dangereux non fermentescibles.

La cessation définitive de l'installation de stockage, notifiée le 18 janvier 2007, est effective depuis le 31 juillet 2007.

L'installation fait l'objet d'un suivi de post-exploitation d'une durée minimale de 30 années depuis le 1^{er} juillet 2009, soit au moins jusqu'au 30 juin 2039.

Par arrêté préfectoral n° 09 DAIDD IC 191 du 9 juillet 2009, une servitude d'utilité publique a été instituée au droit du site, en application des articles L. 515-8 à L. 515-12 du Code de l'environnement et de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Programme de suivi de post-exploitation	Arrêté Préfectoral du 02/04/2003, article 2.17	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Contrôle semestriel du volume et de la composition des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 02/04/2003, article 2.17	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Contrôle semestriel de la qualité des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 02/04/2003, article 2.17	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Entretien du site et des aménagements nécessaires	Arrêté Préfectoral du 02/04/2003, article 2.17	Sans objet
5	Observations géotechniques et maintien du profil topographique	Arrêté Préfectoral du 02/04/2003, article 2.17	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 21 octobre 2025 de l'ancienne installation de stockage de déchets non dangereux de Moisenay « Les Bonnes », en suivi de post-exploitation depuis le 1^{er} juillet 2009, a permis de constater que ce suivi de post-exploitation était mis en œuvre dans des conditions satisfaisantes.

Quelques demandes sont formulées à l'exploitant à l'issue de la visite d'inspection, concernant les points suivants :

- le mémoire de fin de deuxième période de suivi,
- les derniers résultats du suivi de la composition des lixiviats,
- les justificatifs relatifs à la sécurisation des ouvrages piézométriques PZ7 et PZ8.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Programme de suivi de post-exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2003, article 2.17
Thème(s) : Autre, Suivi de post-exploitation
Prescription contrôlée : 2.17.1 - Premier programme de post-exploitation Un premier programme de suivi est réalisé pendant une période de 5 ans suivant la fin de l'exploitation du site. [...] À l'issue de ce premier programme de suivi, l'exploitant adresse un mémoire sur l'état du site accompagné d'une synthèse des mesures effectuées depuis la couverture. L'inspection des installations classées peut alors proposer une modification du programme de suivi qui fera alors l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire. 2.17.2 - Deuxième programme de post-exploitation Le deuxième programme de suivi est réalisé de la sixième à la quinzième année. [...] 2.17.3 - Troisième programme de post-exploitation Le troisième programme de suivi de la seizième à la trentième année comprend uniquement les points 3 - 4 et 5 du deuxième programme. La fréquence des analyses pourra être annuelle, après accord de M. le Préfet de Seine-et-Marne, compte tenu des résultats des contrôles réalisés au cours des précédents programmes de post-exploitation.
Constats : L'installation de stockage de déchets non dangereux de Moisenay « Les Bonnes » fait l'objet d'un suivi de post-exploitation d'une durée minimale de 30 années depuis le 1 ^{er} juillet 2009, soit au moins jusqu'au 30 juin 2039.

Le premier programme de suivi, d'une durée de 5 années, s'était achevé le 30 juin 2014. À l'issue de ce premier programme, l'exploitant avait transmis un mémoire relatif à l'état du site et à la synthèse des mesures effectuées depuis le démarrage du suivi post-exploitation.

Le deuxième programme de suivi a débuté le 1^{er} juillet 2014, pour une durée de 10 années. Il s'est achevé le 30 juin 2024.

Depuis le 1^{er} juillet 2024, l'installation fait l'objet du troisième programme de post-exploitation, qui se déroulera a minima jusqu'au 30 juin 2039. Ce programme comprend a minima :

- le contrôle semestriel de la qualité des eaux souterraines sur les puits de contrôle (ou piézomètres) avec la liste des paramètres suivants :
 - pH, résistivité, NO₂, NO₃, NTK, NH₄, Cl, SO₄, Na, Mg, Fe, Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, DCO, COT, MES,
 - analyse biologique : DBO₅,
 - analyses bactériologiques : coliformes fécaux, coliformes totaux, streptocoques fécaux, présence de salmonelles,
- l'entretien du site (fossé, couverture végétale, clôture, écran végétal) et des aménagements nécessaires,
- les observations géotechniques du site avec contrôle annuel des repères topographiques et du maintien du profil topographique nécessaire à la bonne gestion des eaux de ruissellement superficielles.

Suite à la visite d'inspection du 21 octobre 2025, il a été demandé à l'exploitant de transmettre un mémoire relatif à la fin de la deuxième période du suivi de post-exploitation, comprenant une synthèse des mesures effectuées depuis le démarrage de cette deuxième période.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

(1.1) Il est demandé à l'exploitant de transmettre un mémoire relatif à la fin de la deuxième période du suivi de post-exploitation de l'installation, comprenant une synthèse des mesures effectuées depuis le démarrage de cette deuxième période.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Contrôle semestriel du volume et de la composition des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2003, article 2.17

Thème(s) : Autre, Suivi post-exploitation

Prescription contrôlée :

Article 2.17.2 :

Le deuxième programme de suivi est réalisé de la sixième à la quinzième année. Il comprend :

[...]

2°) Le contrôle semestriel du volume et de la composition des lixiviats ;

[...]

Article 2.17.3 :

Le troisième programme de suivi de la seizième à la trentième année comprend uniquement les points 3 - 4 et 5 du deuxième programme. La fréquence des analyses pourra être annuelle, après accord de M. le Préfet de Seine-et-Marne, compte tenu des résultats de contrôles réalisés au cours de précédents programmes de post-exploitation.

Constats :

L'établissement dispose d'une cuve de stockage des lixiviats pompés depuis le puits de collecte de l'installation. Cette cuve, d'un volume de 30 m³, est installée sur une rétention étanche.

L'exploitant a précisé que lorsque cela est nécessaire, les eaux pluviales sont pompées dans la rétention afin de préserver sa disponibilité. Lors de la visite du 21 octobre 2025, la rétention ne contenait pas d'eau pluviale.

Dans le cadre du troisième programme de post-exploitation, l'exploitant n'est plus tenu au contrôle du volume et de la composition des lixiviats.

Toutefois, dans le cadre de la gestion des lixiviats du site (envoi pour traitement dans l'installation voisine du même exploitant), l'exploitant continue de réaliser :

- mensuellement le suivi du volume de lixiviats collectés,
- trimestriellement la mesure de la composition des lixiviats.

Pour 2025, les mesures de la composition des lixiviats ont été effectuées les 17 janvier, 17 avril et 29 juillet en auto-prélèvement. Les résultats de ces mesures ont été présentés lors de la visite du 21 octobre 2025.

L'exploitant a précisé qu'une mesure était effectuée une fois par an, par un organisme externe. Pour 2025, la mesure par l'organisme externe était prévue le 23 octobre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

(2.1) Il est demandé à l'exploitant de transmettre les résultats des mesures de la composition des lixiviats effectuées le 23 octobre 2025 par un organisme externe.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Contrôle semestriel de la qualité des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2003, article 2.17

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi post exploitation

Prescription contrôlée :

Article 2.17.2 :

Le deuxième programme de suivi est réalisé de la sixième à la quinzième année. Il comprend :

[...]

3°) Le contrôle semestriel de la qualité des eaux souterraines sur les puits de contrôle (ou piézomètres) avec la liste des paramètres suivants :

- pH, résistivité, NO₂, NO₃, NTK, NH₄, Cl, SO₄, Na, Mg, Fe, Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, DCO, COT, MES,
- analyse biologique : DBO₅,
- analyses bactériologiques : coliformes fécaux, coliformes totaux, streptocoques fécaux, présence de salmonelles,

[...]

Article 2.17.3 :

Le troisième programme de suivi de la seizième à la trentième année comprend uniquement les points 3 - 4 et 5 du deuxième programme. La fréquence des analyses pourra être annuelle, après accord de M. le Préfet de Seine-et-Marne, compte tenu des résultats de contrôles réalisés au cours de précédents programmes de post-exploitation.

Constats :

L'exploitant fait réaliser un contrôle semestriel de la qualité des eaux souterraines de la nappe des calcaires de Brie (en périodes de hautes eaux et basses eaux) au moyen d'un réseau de 3 piézomètres (PZ6 à l'amont, PZ7 et PZ8 à l'aval) et d'un puits interne au site.

Les prélèvements sont réalisés par un organisme externe et analysés par un laboratoire certifié.

L'exploitant tient à jour un suivi visuel, sous forme de graphique, pour chaque paramètre analysé, sur l'ensemble du réseau de surveillance.

Pour 2025, les campagnes de suivi ont été réalisées le 4 mars et le 19 août.

Les résultats de ces campagnes ont été présentés lors de la visite du 21 octobre 2025.

Le suivi de la qualité des eaux souterraines ne montre pas d'impact significatif de l'installation pour la nappe des calcaires de Brie. Seuls certaines teneurs en nitrates et en sulfates sont observés sur les ouvrages PZ7 et PZ8, mais les niveaux restent stables et ces paramètres ne sont pas spécifiquement représentatifs de la présence de l'installation, par ailleurs entourée de parcelles en cultures agricoles.

S'agissant de l'état des ouvrages piézométriques, il a été constaté lors de la visite du 21 octobre

<p>2025, que le cadenas de verrouillage de l'ouvrage PZ7 était inopérant car trop usé et que la tête de l'ouvrage PZ8, bien que protégée, n'était pas verrouillée.</p> <p>Suite à la visite, l'exploitant a indiqué que de nouveaux cadenas avaient été installés sur ces deux ouvrages.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>(3.1) Il est demandé à l'exploitant de transmettre tout élément (photographies par exemple) permettant de justifier de la sécurisation des ouvrages PZ7 et PZ8.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Entretien du site et des aménagements nécessaires

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2003, article 2.17</p>
<p>Thème(s) : Autre, Suivi post-exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 2.17.2 :</u></p> <p>Le deuxième programme de suivi est réalisé de la sixième à la quinzième année. Il comprend : [...] 4°) L'entretien du site (fossé, couverture végétale, clôture, écran végétal) et des aménagements nécessaires : [...]</p> <p><u>Article 2.17.3 :</u></p> <p>Le troisième programme de suivi de la seizième à la trentième année comprend uniquement les points 3 - 4 et 5 du deuxième programme. La fréquence des analyses pourra être annuelle, après accord de M. le Préfet de Seine-et-Marne, compte tenu des résultats de contrôles réalisés au cours de précédents programmes de post-exploitation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 21 octobre 2025, il a été constaté que le site faisait l'objet d'un entretien satisfaisant et que celui-ci était intégralement ceint d'une clôture et d'un écran végétal. L'accès au site s'effectue par un portail qui était verrouillé.</p> <p>L'exploitant a précisé qu'il avait contractualisé avec une entreprise tierce pour assurer l'entretien de la végétation.</p> <p>Un point de la clôture au sud-est du site, à proximité de l'ouvrage piézométrique PZ8, était toutefois endommagé (passage d'un animal sauvage).</p>

Suite à la visite du 21 octobre 2025, l'exploitant a justifié de la réparation de la clôture.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Observations géotechniques et maintien du profil topographique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2003, article 2.17

Thème(s) : Autre, Suivi post-exploitation

Prescription contrôlée :

Article 2.17.2 :

Le deuxième programme de suivi est réalisé de la sixième à la quinzième année. Il comprend :

[...]

5°) Les observations géotechniques du site avec contrôle annuel des repères topographiques et du maintien du profil topographique nécessaire à la bonne gestion des eaux de ruissellement superficielles.

[...]

Article 2.17.3 :

Le troisième programme de suivi de la seizième à la trentième année comprend uniquement les points 3 - 4 et 5 du deuxième programme. La fréquence des analyses pourra être annuelle, après accord de M. le Préfet de Seine-et-Marne, compte tenu des résultats de contrôles réalisés au cours de précédents programmes de post-exploitation.

Constats :

À l'issue de la première période de post-exploitation qui s'est achevée mi-2014, compte tenu de la nature non fermentescible des déchets réceptionnés dans l'installation, l'exploitant avait sollicité la possibilité de mettre en place un contrôle trisannuel du maintien du profil topographique du site, au lieu d'un contrôle annuel.

Les derniers relevés topographiques du site ont été réalisés en décembre 2017, juin 2020, septembre 2023 et mars 2024. Ces relevés ont été présentés à l'inspection des installations classées.

Par ailleurs, suite à la visite du 21 octobre 2025, l'exploitant a transmis un plan faisant apparaître le différentiel entre la topographie du site en 2014 et celle en 2024. Ce différentiel montre un maintien global du profil topographique du site.

Type de suites proposées : Sans suite

